

Jalons de l'histoire

de l'éducation des adultes au Québec

NDLR : Le texte qui suit a été publié en trois tranches dans la revue *Cité éducative* entre janvier 1991 et janvier 1992.

Christine Larose

Un dimanche de la fin du siècle dernier, une fois leurs récoltes terminées, les cultivateurs de Saint-François de l'Île d'Orléans se réunissent au presbytère. Ils ne sont cependant pas là pour discuter d'affaires paroissiales, mais pour assister à l'une des réunions les plus importantes de l'année de leur cercle agricole. Chacun expose les résultats obtenus sur ses terres par l'application de l'information reçue antérieurement. Aux réunions mensuelles du cercle, l'on prend en effet connaissance des journaux agricoles, l'on échange et l'on met en commun ses expériences; de temps à autre, il y a lecture ou conférence sur un sujet agricole, suivie d'une discussion. C'est cette entreprise locale d'information, d'échange et de soutien qui, en se multipliant dans toute la province, a jeté les premières bases de l'éducation des adultes. C'est la période de 1850 à 1900 que nous survolerons ici. Voyons dans quel contexte et en réponse à quels besoins est apparue l'éducation des adultes.

PROFONDE MUTATION DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

La deuxième moitié du XIXe siècle, marquée par l'industrialisation et l'urbanisation, constitue une période d'intense transformation sociale au Québec : les industries se multiplient et nécessitent une main-d'œuvre abondante, qui provient du mouvement de migration des campagnes vers les villes mais aussi de l'immigration en provenance des îles britanniques, de l'Irlande et de l'Écosse.

L'agriculture subit d'importants changements. L'appauvrissement et la saturation des terres fertiles de la vallée du Saint-Laurent obligent les cultivateurs à se déplacer vers les villes ou vers de nouveaux territoires. Les moyens de production se modernisent et la culture céréalière cède le pas à l'élevage des animaux de boucherie, et, surtout, au développement de l'industrie laitière. L'agriculture se spécialise en s'ouvrant aux marchés extérieurs.

La conjonction de ces phénomènes, renforcée par des crises économiques cycliques, provoque l'émigration de milliers de Canadiens français attirés en Ontario et aux États-Unis par les possibilités d'emploi et les salaires plus élevés. L'Église tente d'enrayer cette hémorragie en prêchant le retour à la terre : l'agriculture est privilégiée comme fondement économique de la société et source du bonheur. Le mouvement de colonisation ouvre de nouvelles régions de peuplement, mais cette croisade — à la fois nationaliste et religieuse — est freinée par la mauvaise qualité des sols, les difficultés de communication et l'absence de marchés.

Parallèlement, l'industrialisation nécessite la mise en place d'un réseau de communication qui permettrait la circulation des biens et des marchandises. C'est dans ce contexte qu'émerge l'idée d'une éventuelle union

des colonies de l'Atlantique. Avec la Confédération, l'État se donne un cadre politique et un système de transport — le chemin de fer.

Une bourgeoisie anglophone, déjà bien enracinée et aux tendances économiques libérales, s'oppose à la nouvelle venue, une bourgeoisie francophone plutôt conservatrice. N'oublions pas une troisième force qui joue un rôle prépondérant dans la province, l'Église, qui se caractérise par sa volonté d'établir la suprématie du pouvoir religieux. À la fin du XIXe siècle, l'Église a atteint une sorte d'hégémonie dans la société canadienne-française. Dans la période de 1850 à 1900, elle domine le champ de l'éducation chez les francophones. Jetons donc un regard sur la situation générale de l'éducation avant d'aborder l'éducation des adultes.

SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT

Malgré quelques tentatives pour mettre en place un système public d'enseignement, le Québec se retrouve sans véritable organisation scolaire en 1840. Au cours de la période de l'Union (1840-1867), le Bas-Canada va se doter peu à peu d'un enseignement public dont les structures en sont encore au stade embryonnaire.

En 1867, les provinces obtiennent la confirmation de leur pouvoir exclusif en matière d'éducation. En 1875, une nouvelle loi établit deux systèmes scolaires à peu près indépendants, l'un protestant, l'autre catholique. Bien que le nombre des écoles primaires passe de 4 063 à 5 863 et que le nombre d'enseignants double, les jeunes quittent l'école vers 10 ou 11 ans, après leur première communion, et les inspecteurs déplorent constamment le manque d'assiduité des écoliers. L'Église reconnaît officiellement l'importance de l'enseignement primaire, mais elle ne s'en occupe qu'accessoirement, car elle considère que l'éducation religieuse doit primer pour les classes pauvres. Elle va donc plutôt consacrer ses efforts à la formation des élites canadiennes-françaises dans ses collèges classiques.

L'enseignement universitaire intéresse aussi l'Église. Première université de langue française, l'Université Laval a été créée en 1852 et elle dispense son enseignement à Québec et à Montréal. Afin d'augmenter sa clientèle et de «promouvoir un climat intellectuel chez l'élite», l'Université Laval décide d'offrir des cours du soir à la population adulte au cours de l'année 1858-1859. L'enseignement, assuré par des prêtres, porte d'abord sur la philosophie, l'histoire du Canada, la littérature comparée, la physique, la chimie et la minéralogie. Certains de ces cours sont crédités et complètent l'enseignement régulier; d'autres cours sont plutôt de culture générale et sont ouverts au public. Dans la décennie 1880-1890, ces derniers cours deviennent des conférences scientifiques et littéraires, et cette forme d'éducation destinée aux adultes est en réalité une extension de l'enseignement régulier de l'Université.

Les anglophones, eux, vont se doter beaucoup plus rapidement d'établissements d'éducation. L'Université McGill, fondée en 1821, offre dès 1827 des cours aux adultes et elle intègre alors la formation des adultes à ses préoccupations.

«Pendant la seconde moitié du XIXe siècle, l'éducation des adultes se développe peu à peu. Elle est née des insuffisances du système scolaire. La grande majorité des fils d'agriculteurs et d'ouvriers n'ont pas accès à l'enseignement élémentaire. De plus, le petit groupe qui en bénéficie n'y trouve aucune matière qui pourrait lui servir dans ses activités. Ainsi, les pratiques d'éducation des adultes qui voient le jour pendant cette période sont des moyens dont se dotent les travailleurs pour remédier a posteriori aux déficiences du système d'enseignement.»¹

En plus de devoir suppléer aux insuffisances du système d'enseignement, toute une population a dû s'adapter aux changements socio-économiques et technologiques qui bouleversent les habitudes de vie. Ces efforts ont donné lieu aux premières initiatives en éducation des adultes. Les connaissances traditionnelles transmises oralement de génération en génération étaient devenues désuètes dans un contexte où l'introduction d'une nouvelle machinerie à la ferme et d'une nouvelle répartition du travail en usine posait aux travailleurs des problèmes d'un ordre différent de ceux qu'ils avaient l'habitude d'affronter.

En cette matière, les organismes privés et l'Église ont pris l'initiative; l'État n'est intervenu que bien plus tard. Et c'est d'abord en milieu agricole que sont apparues les expériences qui ont jeté les bases de l'éducation des adultes. Les travailleurs agricoles ont été les premiers à comprendre que cette formation a posteriori constituait l'un des leviers de transformation de l'ensemble du milieu. Les travailleurs industriels leur ont emboîté le pas et se sont dotés d'outils de formation. Malgré les limites de ces premières expériences éducatives, l'on assiste à la naissance d'un large mouvement d'éducation des adultes.

LA FORMATION AGRICOLE

Les agriculteurs font face à une situation de plus en plus critique : le sol s'épuise, les rendements diminuent. Pratiquant une agriculture de subsistance, d'autosuffisance, ils ne connaissent ni les engrais ni la rotation des cultures. Le manque de connaissances agricoles est donc évident. Plusieurs solutions sont adoptées : la publication de traités d'agriculture et de journaux agricoles, l'organisation de concours et d'expositions, la création d'écoles d'agriculture. Mais sans grand succès, car ces initiatives n'attirent que peu d'agriculteurs et ne profitent qu'aux meilleurs fermiers. Sensibilisées à cette situation, des élites participent à l'éclosion d'une nouvelle forme d'association : les cercles agricoles, dont le premier est créé à Sainte-Famille (île d'Orléans) en 1862. Le principe est fort simple : la prise en charge par les agriculteurs eux-mêmes de leurs intérêts .

Les cercles agricoles représentent une véritable institution, une nouvelle forme d'association à la fois professionnelle, économique et éducative. L'on voit se constituer de nouvelles pratiques comme l'enseignement mutuel (la mise en commun des savoirs et des expériences) et l'animation. Ainsi commence à se définir le besoin d'un agent d'éducation auprès des agriculteurs, besoin qui est à l'origine de la profession d'agronome. Les cercles agricoles sont les précurseurs en milieu rural des associations qui naîtront dans les années suivantes : l'Union catholique des cultivateurs (UCC), les cercles des fermières et les coopératives agricoles.

LA FORMATION DES TRAVAILLEURS

Pour répondre aux besoins de l'industrie, il devient nécessaire d'organiser la formation professionnelle d'un certain nombre de travailleurs. Le Montreal Mechanic's Institute, créé en 1828, semble avoir été le premier organisme d'éducation destiné aux travailleurs. Il offre des cours du soir visant à préparer les artisans, les apprentis et les ouvriers anglophones à répondre aux besoins de l'industrie. Réorganisé en 1840, cet institut comporte une école du soir où l'on offre une formation de base (lecture, écriture, arithmétique) et une formation théorique liée au travail (dessin architectural, industriel et ornemental). Il fonctionne pendant 30 ans jusqu'à ce que le Conseil des arts et des manufactures instaure des cours gratuits et que soient créés, en

1888, des cours du soir relevant du gouvernement. La création de ce conseil, en 1869, a d'ailleurs marqué le début de l'éducation des travailleurs.

En collaboration avec la Commission scolaire catholique de Montréal, le gouvernement provincial dirige la première école d'ingénieurs au Canada, l'École Polytechnique, qui organise en 1887-1888 des cours privés et publics au cabinet de lecture paroissial. C'est là aussi que se tiennent les conférences organisées par l'Université Laval à Montréal dans les domaines de la littérature et des sciences.

La masse des prolétaires, elle, augmente rapidement dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Pour s'être penchés sur les conditions de vie des travailleurs, les syndicalistes constatent que toute amélioration suppose une meilleure éducation. À l'encontre de ces idées progressistes, les éléments conservateurs s'opposent à l'adoption d'une loi sur l'instruction obligatoire et gratuite. La création des écoles du soir par le gouvernement libéral d'Honoré Mercier, en 1889, se veut un compromis entre ces deux positions. Ces écoles, qui s'adressent aux anglophones et aux francophones, ont pour but d'inculquer aux travailleurs une formation de base. Leur principal attrait réside dans leur gratuité, donc leur accessibilité à l'ensemble des ouvriers. Quant au programme d'études, il comporte l'enseignement du français, de l'anglais, de la géographie, de l'histoire, de la comptabilité, du dessin industriel et de la lecture. Le choix des cours est laissé à la discrétion des élèves et la seule condition d'admission est d'être âgé d'au moins 16 ans. Plus de 50 ans s'écouleront avant qu'un gouvernement québécois adopte une loi sur l'instruction obligatoire.

LA FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE

Qu'en est-il des femmes à cette époque? Quelle est leur place dans le marché du travail? Leur situation est intimement liée à leur statut social. En milieu agricole, la majorité des femmes travaillent aux champs au même titre que les hommes tout en assumant généralement le travail de gestion de la ferme. Dans les centres urbains, les conditions sont différentes. En milieu bourgeois, la femme peut s'offrir le luxe d'une domestique, ce qui lui laisse du temps pour se consacrer à des activités sociales ou culturelles. En milieu populaire, la femme qui ne reste pas à la maison pour accomplir des tâches ménagères travaille dans l'industrie, dans l'enseignement ou comme domestique.

L'industrialisation et l'urbanisation transforment peu à peu la nature du travail réservé aux femmes. Le travail en usine prend progressivement le pas sur le travail domestique, qui a un temps constitué la principale source d'emplois pour les femmes. En 1850, les femmes travaillent en majorité dans les industries du textile, du vêtement et du caoutchouc.

Le secteur tertiaire, en pleine évolution à Montréal à la fin du XIX^e siècle, a accru le nombre d'emplois exigeant des femmes une formation spécialisée. Dans la décennie 1880-1890, l'introduction de la machine à écrire et du télégraphe dans les entreprises montréalaises augmente les possibilités d'emploi pour les femmes. Peu à peu s'organisent les cours de formation professionnelle destinés aux femmes. Ainsi, en 1878, la Young Women Christian Association (YWCA) offre des cours de comptabilité et de télégraphie.

L'enseignement demeure cependant un secteur privilégié où les femmes peuvent faire carrière, car, au cours du XIX^e siècle, cette profession se féminise graduellement. Le Montreal Local Council of Women, une constituante de l'un des premiers mouvements féministes pancanadiens, tend à répondre aux nouveaux besoins de formation. Cet organisme organise notamment une série de conférences publiques et de cours

bilingues sur le thème de l'hygiène, il préconise la professionnalisation du travail domestique et il se joint au YWCA pour fonder une école de cuisine et de couture en 1895.

LA FORMATION SOCIALE ET CULTURELLE

Au XIX^e siècle, le phénomène urbain de la vie associative a connu un développement considérable. Les associations tentent de remédier à l'absence de services sociaux structurés et institutionnalisés et de faire face à l'ampleur, à la nouveauté et à la variété des besoins sociaux et éducatifs. L'industrialisation, l'urbanisation et la migration des populations affaiblissent considérablement les liens familiaux et sociaux tels qu'ils existent dans la vie traditionnelle à la campagne. Les individus se trouvent isolés, aux prises avec de nouveaux modes de production et d'existence. Les francophones, surtout après l'échec de la rébellion de 1837, sont enclins à se replier sur eux-mêmes.

À l'époque, les activités proprement culturelles sont très rares dans la mesure où, hors de l'Église, il n'y a pas de lieu où forger l'identité sociale et ethnique : pas de théâtres, de concerts ou de sociétés savantes. Les associations sont donc elles aussi une réponse à la pénurie d'instruments d'éducation et d'instruction. Elles offrent une formation informelle, les membres établissant eux-mêmes la source et le contenu des expériences d'apprentissage. Par exemple, la Montreal Natural History Society, fondée en 1825, fournit aux Montréalais un forum pour les discussions scientifiques. D'autres sociétés sont créées par la suite, dont la Société Saint-Jean-Baptiste et le premier Institut canadien, celui de Montréal, auquel nous nous attarderons.

En 1844, de jeunes intellectuels fondent l'Institut canadien, un organisme culturel au sens large du terme. Il se définit comme un «lieu d'instruction, d'éducation mutuelle et de progrès général, sans distinction de classe, de fortune, de rang, de religion et de langue». En 1855, il compte déjà 664 membres, surtout des marchands, des commis-marchands et des gens de professions libérales. Non seulement y discute-t-on des nouveautés littéraires, mais l'on débat également de questions philosophiques et politiques. L'Institut offre une dizaine de conférences publiques par année, mais ce sont surtout ses discussions hebdomadaires sur des sujets d'actualité qui contribuent à son rayonnement. Deux orateurs s'affrontent et la salle vote sur la pertinence des arguments invoqués. L'Institut canadien abrite une bibliothèque de 7 000 volumes, dont plusieurs sont interdits par l'Église, et une salle de nouvelles se greffe à la bibliothèque en 1855; l'on y reçoit régulièrement 83 journaux et revues de l'Amérique du Nord et de l'Europe.

De telles bibliothèques collectives, qui s'adressent à des groupes plus ou moins restreints de la population, ont précédé la création des bibliothèques publiques, qui ne sont nées qu'à la toute fin du XIX^e siècle.

Que conclure de tout cela? Sans doute que l'éducation des adultes au siècle dernier ne s'est pas laissé enfermer dans les établissements scolaires. À preuve, les plus grandes réussites, tant dans le monde agricole que dans le monde ouvrier, ont été les initiatives souples comme les cercles agricoles ou le Mechanic's Institute, qui ont respecté les nombreuses obligations des adultes. Ces initiatives multiples ont donné naissance à un large mouvement d'éducation des adultes, qui se développera au cours du XX^e siècle.

UNE PREMIÈRE MOITIÉ DE SIÈCLE FERTILE EN ÉVÉNEMENTS

Deux guerres mondiales et une crise économique sans précédent ont bouleversé la première moitié du XX^e siècle et c'est dans cette période très mouvementée que s'est structurée l'éducation des adultes. De

nouveaux phénomènes surgissent : le mouvement coopératif, l'arrivée massive des femmes dans le marché du travail, le syndicalisme, l'avènement de la radio et combien d'autres. Avec eux apparaissent des formes originales et adaptées d'éducation, qui atteignent de plus en plus de gens. Cette période en est une d'éclatement dans toutes les directions en réponse à des besoins nouveaux et pressants d'une société qui se transforme profondément.

La période de 1900 à 1950 se caractérise par un retournement complet de la situation socio-économique au Québec. Le processus d'industrialisation amorcé dans la seconde moitié du XIX^e siècle se poursuit. L'urbanisation progresse à un rythme accéléré : de 36 % qu'elle était en 1901, la proportion de citadins est passée à 60 % 30 ans plus tard. La crise de 1929 contribue fortement à ce mouvement d'exode rural. Cette crise économique majeure freine le développement industriel du Québec, ralentissant gravement l'activité commerciale et manufacturière. Face à ces bouleversements importants, le gouvernement et l'Église encouragent à nouveau la colonisation comme solution au chômage et à la pauvreté. Des milliers de personnes vont ainsi se déplacer vers de nouvelles terres.

C'est l'entrée en guerre du Canada, en septembre 1939, qui permet une reprise économique accélérée. Cette période est celle de l'exploitation des ressources naturelles québécoises, principalement par le capital américain. Ce phénomène va profondément modifier la structure industrielle du Québec. En quelques années, les secteurs de l'hydro-électricité, des pâtes et papiers, de l'électro-métallurgie, de l'électro-chimie et des mines connaîtront un développement considérable. En conséquence, l'infrastructure manufacturière mise en place pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle subit d'importants réaménagements.

L'urbanisation, qui est liée à une industrialisation intensive, crée de nombreux problèmes sociaux. Les travailleurs connaissent pour la plupart une détérioration de leurs conditions de vie. C'est d'ailleurs au cours des années trente, alors que l'économie est en pleine crise, que se structurent plusieurs organisations ouvrières. Les transformations économiques entraînent également une remise en question des valeurs véhiculées par l'élite traditionnelle et le clergé. Par exemple, l'arrivée massive des femmes dans le marché du travail entraîne une modification de leur rôle traditionnel. Les revendications des femmes pour la reconnaissance de leurs droits politiques, qui avaient débuté dès la fin du XIX^e siècle, vont ainsi s'élargir aux secteurs économiques et sociaux.

UN SYSTEME PUBLIC EMBRYONNAIRE

Quelle est alors la situation de l'enseignement au Québec? Le système scolaire n'a guère changé au tournant du siècle. En 1926, 94 % des enfants catholiques quittent l'école après la sixième année pour aller travailler. La question de l'instruction obligatoire et gratuite sera longtemps débattue. Un projet de loi favorable est soumis aux législatures dès 1901, mais il faudra attendre 1943 pour que la loi sur l'instruction obligatoire soit adoptée. De plus en plus, on constate que l'école ne répond pas aux nouveaux besoins socio-économiques, c'est-à-dire qu'elle n'offre pas une formation très pratique.

Les universités se développent et, peu à peu, elles offrent des programmes à l'intention des adultes. À partir de 1913, des cours dits postsecondaires sont offerts à l'École supérieure de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. L'Université McGill instaure un service d'extension de l'enseignement en 1927; deux ans plus tard, l'Université de Montréal suit l'exemple en n'ouvrant toutefois qu'une école de tourisme. En 1932, l'Université Laval crée l'École des sciences sociales, qui offre au grand public un éventail assez large de cours du soir. Elle devient la Faculté des sciences sociales 12 ans plus tard.

Graduellement apparaissent des établissements d'enseignement destinés à des populations de plus en plus larges et notamment aux adultes, comme le collège Sir George-Williams, créé en 1926 à la suite des premières initiatives d'enseignement du YMCA. Ce collège fut le premier établissement à décerner des diplômes aux élèves des cours du soir et il se transforme en université en 1959.

LES MOUVEMENTS D'ACTION CATHOLIQUE

Face à l'émergence de nouvelles idéologies et à un important brassage de la population, l'Église s'adapte. Elle met sur pied différentes structures visant à encadrer et à former l'ensemble de la société canadienne-française dans le cadre des mouvements d'action catholique. Il s'agit d'une doctrine selon laquelle les laïques peuvent jouer un rôle d'apostolat au sein de l'Église. Mais c'est véritablement après la crise des années trente que ce mouvement prend de l'ampleur. Par la création de différentes organisations d'action sociale et catholique, l'Église semble avoir l'objectif sous-jacent de conserver sa mainmise sur l'ensemble de la société canadienne-française.

Le premier groupe s'implante dès 1903 dans les collèges classiques du Québec; c'est l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC). D'autres suivront : la Jeunesse agricole catholique (JAC), la Jeunesse étudiante catholique (JEC), la Jeunesse indépendante catholique féminine (JICF).

Le principal mouvement de la période 1930-1960 fut cependant la Jeunesse ouvrière catholique (JOC). Fondé en 1932, il s'adresse aux jeunes ouvriers et ouvrières âgés de 14 à 25 ans. Deux principes gouvernent son existence : l'enquête et la formation par l'action. Toute étude, tout projet ou toute réflexion doivent partir du réel découvert par l'enquête individuelle ou collective; quant à la formation par l'action, elle est bien sûr fondée sur des expériences pratiques de la vie quotidienne. Plusieurs services sont créés, le plus populaire étant le service de préparation au mariage, où la formation se fait au moyen de cercles d'études, de conférences et de forums. L'étendue de ce service est telle qu'un quart des nouveaux ménages québécois y auront recours en 1950. Plus globalement, l'action de la JOC, fondée sur la devise Voir, juger, agir, a marqué toute une génération.

LES ÉCOLES D'AGRICULTURE

Les deux périodes dans la formation des agriculteurs correspondent aux grandes étapes du développement de l'agriculture. La première, qui va du début du siècle jusqu'à 1924, favorise un regain de l'agriculture traditionnelle. La première guerre mondiale favorise la production de denrées alimentaires et on assiste à une rationalisation du travail et à l'utilisation des machines agricoles. L'éducation est alors essentiellement centrée sur la modernisation des exploitations et l'acquisition d'un savoir-faire.

Les initiatives du siècle précédent — celles des cercles agricoles, des agronomes et des conférenciers — sont enfin reconnues officiellement par les pouvoirs publics. Avec la reconnaissance officielle viennent les subventions. Malgré cette conjoncture favorable, le développement des cercles agricoles ralentit et leur nombre plafonne à environ 400. Quant à leur rôle, il se limite progressivement à organiser et à exécuter les directives des associations professionnelles et du ministère de l'Agriculture. Leur caractère éducatif s'estompe peu à peu et leurs activités vont devenir très ponctuelles et limitées.

La seconde période débute avec la crise de 1929 alors que les produits agricoles se vendent mal et que les chômeurs des villes refluent vers la campagne. À partir des années vingt, les initiatives de l'Église et de l'État vont se multiplier en milieu agricole. L'Église, avec la coopération du gouvernement provincial, couvre littéralement la province d'un réseau très serré d'institutions et d'associations. Quant à l'État, il subventionne les études des jeunes adultes issus du monde agricole et il crée 12 écoles moyennes d'agriculture.

À partir de 1937, le Secrétariat de la province organise également des écoles du soir en milieu rural. En plus des mathématiques, du français et de l'anglais, on y donne des cours de calcul appliqué à l'agriculture, de comptabilité et d'arpentage. Souignons, du côté anglophone, la création du collège MacDonald par l'Université McGill dès 1907. Sa vocation est très large : l'enseignement professionnel, le développement communautaire, l'aide technique et la formation des adultes en milieu rural. Il regroupe alors une école normale, une école ménagère et une école d'agriculture.

Un des principaux agents d'éducation des adultes en milieu agricole est l'Union catholique des cultivateurs (UCC), qui a été fondée en 1924. Ce syndicat dispose d'outils variés : un service de cours à domicile, des chantiers-écoles coopératifs en milieu forestier, des stages de formation sociale, des émissions de radio et un centre de formation rurale, qui est une école de formation des chefs ruraux. L'UCC privilégie en outre le journalisme agricole pour atteindre un plus grand nombre de cultivateurs. Dès sa parution, l'hebdomadaire *La Terre de chez nous* publie des cours à domicile. Chacun d'eux se divise en une vingtaine de leçons sur différents sujets : agriculture, économie rurale, coopération, crédit et comptabilité agricole, gestion de la ferme, civisme et syndicalisme. Chaque semaine, l'étudiant doit répondre à des questions, puis réussir un examen écrit du service des cours à domicile pour obtenir un diplôme. Annuellement, environ 1 600 diplômes sont accordés entre 1930 et 1947.

Ainsi, l'éducation des adultes en milieu agricole s'est radicalement transformée. D'abord centrée sur l'amélioration des techniques, puis sur la création d'associations professionnelles et la propagation de la doctrine sociale de l'Église, elle devient graduellement institutionnelle pour répondre aux besoins particuliers de producteurs agricoles spécialisés.

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF

La première moitié du XX^e siècle voit apparaître le mouvement coopératif, qui devient un instrument d'éducation des classes laborieuses. Les coopératives d'épargne et de crédit et les coopératives agricoles sont créées dans un contexte d'économie de marché. En se spécialisant dans l'industrie laitière, les fermiers ont accru leur dépendance pour des produits de première nécessité qu'ils ne fabriquent plus eux-mêmes. Avec l'amélioration des moyens de transport, toutes les régions sont désormais reliées aux principaux marchés et la consommation de biens s'intensifie. Mais il n'existe à peu près pas de banques à cette époque en milieu rural alors qu'en ville les institutions ne prêtent essentiellement qu'aux commerçants et aux industriels. Les notaires, les marchands généraux et certains rentiers avancent de l'argent aux cultivateurs, mais lorsque l'emprunteur ne peut rembourser son créancier, il est souvent aux prises avec les usuriers.

C'est en 1900, avec la fondation de la première caisse populaire à Lévis par Alphonse Desjardins, que la formule coopérative s'implante au Québec. Le problème de l'endettement étant causé par l'imprévoyance des gens et leur manque d'éducation économique, la caisse se veut une école de formation. Au total, 171 caisses sont créées de 1900 à 1920. Selon les fondateurs, les coopératives devaient d'abord être les instruments de formation de tout l'être humain et elles ont été des lieux d'apprentissage de la participation à la vie

économique et sociale de la communauté. Elles ont également permis aux gens à faible revenu d'accéder à la propriété et au contrôle d'entreprises diversifiées. Grâce à la coopérative, les agriculteurs pouvaient désormais effectuer des achats en gros et organiser sur une base communautaire la vente des produits de la ferme.

Avec la crise économique, le monde coopératif accentue l'éducation des coopérateurs. Face à la misère qui sévit, l'Église et l'État craignent une radicalisation des classes laborieuses; aussi vont-ils favoriser le développement des coopératives. L'âge d'or de ces dernières se poursuit jusqu'au début des années cinquante : les mutuelles, les caisses populaires et les coopératives agricoles se multiplient, et la formule s'étend à d'autres secteurs comme la pêche, la forêt, la consommation et l'habitation. Par son intérêt pour l'éducation, le mouvement coopératif procure de nouveaux outils à différents groupes sociaux.

L'ÉTAT ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Au début du XX^e siècle, le milieu industriel éprouve des difficultés à recruter des ouvriers spécialisés, ce qui incite certains membres d'associations patronales à demander l'intervention du gouvernement fédéral dans le domaine de l'éducation. Ce n'est qu'au lendemain de la crise économique de 1929 que le gouvernement fédéral intervient vraiment dans le secteur de la formation professionnelle. Une entente est alors signée en vertu de laquelle le gouvernement du Québec crée un service de l'aide à la jeunesse, premier organisme consacré à la formation des jeunes adultes sans travail. En vertu de cette entente, plusieurs écoles de métiers sont créées, dont une école d'avionnerie à Montréal.

Du côté du gouvernement provincial, on se penche sur la formation des travailleurs et, en 1907, une loi est adoptée, qui crée les corporations des écoles techniques à Montréal et à Québec. On organise des cours du soir à l'intention des ouvriers et des apprentis déjà engagés dans l'industrie et désireux d'acquérir un supplément de formation. Au milieu des années vingt, plusieurs commissions scolaires mettent sur pied des écoles d'arts et métiers.

Si les gouvernements et les milieux industriels se préoccupent de la formation professionnelle des travailleurs, certains groupes veulent offrir à la classe ouvrière une formation plus générale et diversifiée. Plusieurs organisations ouvrières naissent dans les années trente au moment où les conditions de travail sont particulièrement pénibles, les horaires longs et les salaires bas. Les «unions» offrent des cours afin que les travailleurs apprennent à connaître et à défendre leurs droits.

D'autres organisations visent plutôt une formation de base pour les travailleurs éloignés des centres urbains : mineurs, bûcherons et chemineaux. L'Université ouvrière, un établissement progressiste voué exclusivement aux intérêts des travaux, est fondée en 1925 par Albert Saint-Martin : «Des ouvriers et des chômeurs y acquièrent [...] des habiletés et certains éléments de culture générale que les universités et collèges classiques monopolisent et qu'ils ne transmettent alors qu'aux enfants des classes supérieures.»

Globalement, on assiste donc à l'émergence de nombreuses initiatives en formation des travailleurs. L'adaptation de la main-d'œuvre aux besoins industriels et commerciaux caractérise cette époque. Le gouvernement du Québec aura mis sur pied un réseau d'écoles techniques et spécialisées. Le gouvernement fédéral a utilisé la formation professionnelle pour s'introduire dans le secteur de l'éducation, qui est de juridiction provinciale. Parallèlement se sont développées plusieurs expériences populaires d'éducation des travailleurs.

LA RADIO

La naissance de la radio a marqué la vie culturelle de l'époque et accentué cette ouverture vers l'extérieur provoquée par la guerre. Des émissions à caractère éducatif figurent à la programmation des postes privés et de Radio-Canada, cette dernière se faisant particulièrement active en ce domaine. Des émissions comme *Le Réveil rural*, en 1937, vont permettre aux écoles d'agriculture de diffuser leur enseignement en faveur de la modernisation des exploitations agricoles. Ajoutons que cette émission fut également la première à valoriser la culture orale traditionnelle en donnant une place au folklore.

De 1941 à 1956, Radio-Collège constitue une expérience unique. Instituée par des éducateurs, cette émission initie le grand public à diverses disciplines et elle se veut un complément aux études. Le contenu de cette série quotidienne est scientifique et culturel. En 1941-1942, elle propose ainsi les sujets suivants : Les lois de la nature, Tableaux d'histoire, Les poètes français des XIX^e et XX^e siècles, Le théâtre du dimanche, La peinture.

PEU DE BIBLIOTHÈQUES

Depuis le début du XX^e siècle, malgré l'absence de toute politique gouvernementale, les bibliothèques se multiplient grâce à l'acharnement et au bénévolat de nombreux religieux et laïques. La situation demeure tout de même désastreuse : au Canada, dans les années trente, quatre personnes sur cinq n'ont accès à aucune bibliothèque; au Québec, la situation est encore pire.

Les bibliothèques existantes tentent tout de même d'intéresser les gens au livre. La Bibliothèque de Montréal, par exemple, inaugure en 1945 une série de conférences intitulée *Votre auteur préféré*. Ces causeries obtiendront un très grand succès auprès d'un public avide de rencontrer des auteurs canadiens comme Germaine Guèvremont, Marius Barbeau et Robert Choquette. De plus, des organismes comme l'Alliance française, le Club musical et littéraire, la Société d'études et de conférences et la Société des écrivains organisent des conférences et des soirées de théâtre et de musique. Les réseaux culturels et populaires voient eux aussi dans l'éducation des adultes une source de promotion de leurs idéaux et un élargissement de l'accès à l'éducation.

LES FEMMES AU TRAVAIL

Au cours de la première moitié du XX^e siècle, les femmes prennent peu à peu leur place dans le marché du travail, principalement dans le secteur manufacturier, où l'industrie légère nécessite une main-d'œuvre nombreuse, peu qualifiée et sous-payée.

Le travail domestique constitue le deuxième secteur à forte main-d'œuvre féminine; peu à peu, celle-ci bifurquera vers les tâches cléricales et le marché de la vente au détail. En s'étendant, le phénomène du travail des femmes devient aussi plus visible. Pas étonnant alors, qu'entre les années vingt et cinquante, les associations féminines réformistes luttent pour la reconnaissance des droits des femmes, en particulier le droit de vote. Émergent parallèlement de nombreuses organisations féminines catholiques, par exemple les Cercles de fermières et la Ligue catholique féminine.

Des établissements d'enseignement destinés aux femmes existent à la fin du XIX^e siècle. Sous l'œil bienveillant de l'Église et de l'État, le mouvement des écoles ménagères s'amplifie. Au fil des ans, ces écoles ne subiront que des transformations mineures si bien qu'à leur disparition, en 1959, l'objectif pédagogique consiste toujours à préparer des maîtresses de maison et à former des «apôtres de l'éducation familiale». Ainsi, les matières de formation générale comme le français, l'histoire, l'anglais, l'arithmétique sont des compléments à la formation dite familiale; la sociologie sera par exemple «morale» et la physique «allégée».

À la même période, l'enseignement classique pour jeunes filles — le premier collège du genre a ouvert ses portes en 1908 — vit des débuts difficiles. Plus rigoureuse, l'éducation donnée dans les collèges classiques vise à former des jeunes aptes aux études supérieures. Certes, le nombre de ces collèges s'accroît au fil des ans, mais pas à un rythme aussi rapide que pour les écoles ménagères.

Dans l'ensemble, la première moitié du XX^e siècle a donc vu les pratiques d'éducation des adultes se multiplier, s'élargir et se structurer. Devant l'ampleur des besoins et l'impuissance des initiatives privées à les combler, l'État s'est progressivement immiscé dans la formation des adultes. L'Église, elle, s'adapte au changement social en couvrant la province de mouvements d'action catholique, qui s'adressent à toutes les catégories d'adultes. Le milieu associatif fleurit, le syndicalisme et le coopératisme notamment, qui privilégient la formation de leurs membres. Cette période d'éclatement de l'éducation des adultes sera suivie d'une période d'institutionnalisation dans la seconde moitié du XX^e siècle.

QUATRE DÉCENNIES TRÈS MOUVEMENTÉES

À la lumière des deux précédentes périodes, nous pouvons dire que l'éducation des adultes, à l'aube de la Révolution tranquille, possède déjà une riche tradition. Prolongement de l'école (enseignement postsecondaire et extension universitaire), adaptation au travail en usine, préparation et prolongement de l'action sociale par la formation, la vulgarisation scientifique, etc. La troisième et dernière période de cette histoire couvre 40 ans plutôt que 50 comme les précédentes, mais elle n'en est pas moins fertile en événements et rebondissements.

En 1959, le Québec vit sans interruption depuis 15 ans sous le régime duplessiste, marqué de conservatisme et de laisser-faire économique. C'est le maintien de l'ordre social et des traditions, des privilèges du clergé et de son emprise sur les systèmes scolaire et hospitalier.

L'après-guerre se caractérise par un retour à la prospérité : les salaires augmentent, le niveau de vie s'élève. L'on entre dans l'ère de la consommation de masse. L'économie québécoise se développe toutefois sur des bases structurellement déficientes en raison, notamment, des faiblesses du secteur secondaire et d'une dépendance économique importante. La croissance démographique est forte — c'est l'époque du baby boom —, ce qui, conjugué à la hausse du niveau de vie, entraîne une forte augmentation de la demande de services sociaux, sanitaires et éducatifs.

Cette nouvelle situation met en lumière l'inadaptation et la désuétude des institutions en place. Aussi assistera-t-on à la Révolution tranquille, une réforme en profondeur de l'appareil étatique et des établissements d'éducation, de santé et de services sociaux. Le Parti libéral, qui prend le pouvoir en 1960, prône une idéologie de rationalisation de l'économie et la nécessité de la planification étatique. Sous l'impulsion de cette volonté générale de réforme, une vague de changements rapides entraîne des

transformations fondamentales des institutions sociopolitiques et des différents appareils d'éducation, de culture et de communication. Le secteur de l'éducation en sort totalement transformé.

L'ÉTAT PREND L'ÉDUCATION EN CHARGE

Jusque-là, l'éducation relevait en grande partie de l'Église. Voilà que le système est complètement réorganisé et pris en charge par l'État. En 1961, une commission royale d'enquête sur l'éducation est mise sur pied. Il s'agit bien sûr de la commission Parent, qui a pour mandat de proposer un système d'enseignement susceptible de résoudre les problèmes énormes auxquels le Québec se heurte. Il ne faut pas oublier que, en 1951-1952, moins de la moitié des catholiques poursuivaient leurs études au-delà du primaire! En peu de temps, l'éducation devient une priorité pour l'État. Avec pour résultat que, de 1964-1965 à 1971-1972, la jeune population étudiante au secondaire s'accroît de 90 %, tandis que la population dite régulière des établissements postsecondaires passe, durant la même période, de 63 000 à 142 000, une augmentation de 125 %.

En 1962, un comité spécial d'étude sur l'éducation des adultes, sous la présidence de M. Claude Ryan, est créé. Son mandat est le suivant : concevoir un plan d'ensemble de la politique gouvernementale en éducation des adultes. À la suite du dépôt du rapport du comité Ryan, deux ans plus tard, se crée peu à peu un secteur public d'éducation des adultes. Des services d'éducation des adultes sont créés dans les commissions scolaires; plus tard apparaissent une cinquantaine de services d'éducation des adultes dans chacun des collèges. Puis l'on assiste à la consolidation de ce secteur dans les universités, qui ouvrent alors grandes leurs portes aux étudiantes et étudiants à temps partiel, en majorité des adultes.

Nous sommes en 1966; le ministère de l'Éducation (MEQ) et le Conseil supérieur de l'éducation n'ont que deux ans. Cette année-là, la création de la Direction générale de l'éducation des adultes (DGEA) au sein du MEQ assure la centralisation et la coordination des unités administratives intervenant en éducation des adultes. Notons que cette nouvelle Direction regroupe les services d'éducation populaire et les cours de formation professionnelle. Très rapidement, elle met en branle une série de projets pilotes pour animer l'éducation des adultes : Opération départ, Projet de formation des formateurs et expérimentation pédagogique (SESAME), TEVEC et Multi-Média.

À l'instigation des milieux patronaux et syndicaux, tous deux d'accord sur la nécessité de la formation de la main-d'œuvre, le gouvernement canadien adopte en 1967 la *Loi sur la formation de la main-d'œuvre*, qui se traduit par une injection massive de fonds en éducation des adultes. Dans la même période, le Secrétariat d'État décide d'aider les provinces à financer l'enseignement postsecondaire. Ce soutien financier fédéral est majeur, puisqu'il compte pour 54 % des dépenses québécoises dans les collèges et les universités.

En liaison avec la DGEA ou de leur propre chef, les commissions scolaires, les cégeps et les universités créent des services et des approches pédagogiques conçus particulièrement pour les adultes. C'est aussi le début de l'implantation des programmes par objectifs et de l'enseignement individualisé au sein de la formation générale, d'une approche centrée sur les conditions de vie et les rôles sociaux en éducation populaire et de la formation sur mesure dans les cégeps.

L'UNIVERSITÉ OUVRE SES PORTES AUX ADULTES

L'Université du Québec est créée en 1968 dans une philosophie d'accès à l'éducation et d'ouverture au milieu. Quatre ans plus tard, Télé-université entreprend, par une intervention hors campus et à distance, de faciliter l'accès aux études universitaires. L'UQAM crée des services de promotion collective; l'Université de Montréal, la Faculté de l'éducation permanente. Dans les deux cas, l'objectif consiste à ouvrir l'université aux groupes qui en ont traditionnellement été exclus; les projets sont d'ailleurs menés en étroite collaboration avec des organismes populaires et des syndicats.

À l'Université de Montréal, les premières initiatives substantielles en éducation des adultes remontent à 1952, année de la création du Service de l'extension de l'enseignement, destiné aux adultes qui «n'ont pas eu la chance de faire leur cours classique [...] et qui désirent rattraper la formation humaniste du niveau collégial». Des cours d'été sont organisés en lettres et en sciences, qui mènent à l'obtention d'un baccalauréat. En 1974 naît la Faculté de l'éducation permanente (FEP). Son mandat consiste à «préparer l'intégration de l'éducation des adultes aux structures de l'Université et à promouvoir la participation de cette dernière à un régime intégré d'éducation permanente».

FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE

Nous avons vu que le gouvernement fédéral a profité très tôt de l'enseignement technique pour s'introduire dans l'éducation, un champ de compétence provinciale. Jusqu'en 1966, le fédéral maintient son influence sur ce secteur par des programmes bilatéraux dans le cadre d'une politique de formation de la main-d'œuvre.

Dans les années cinquante, la formation professionnelle est offerte dans les écoles techniques, les écoles d'arts et métiers, les centres d'apprentissage, les écoles de protection de la jeunesse, les écoles d'agriculture, les instituts familiaux pour les jeunes filles et les écoles professionnelles privées. En 1960, la réforme est totale et le ministère de l'Éducation prend en charge l'enseignement professionnel. La réforme aboutira sept ans plus tard avec le début de l'intégration aux polyvalentes et aux cégeps des instituts de technologie, des écoles des arts et métiers, et de la formation professionnelle dans son ensemble.

LES ORGANISATIONS SYNDICALES

D'autres intervenants ont également institutionnalisé leurs pratiques de formation et d'éducation des adultes. Les syndicats, le mouvement coopératif et les organismes privés se sont dotés de nouvelles structures, dont l'un des effets est d'accroître le poids de la bureaucratie. Les syndicats, notamment la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) — l'ancêtre de la CSN —, poursuivent leur action en faveur d'une politique d'accessibilité à l'enseignement et d'amélioration de l'enseignement technique et spécialisé; ils intensifient également leur travail d'éducation auprès de la classe ouvrière.

C'est ainsi que la CTCC se dote en 1948 d'un service d'éducation dont les réalisations seront nombreuses : écoles d'action ouvrière, ateliers de travail en éducation, bulletin d'éducation, bureau d'études du crédit et du budget familial, bureau d'études scientifiques du travail, bureau de formation économique et centre de documentation. Après avoir réclamé la gratuité de l'instruction publique, la CSN s'intéresse à partir des années soixante à l'éducation des adultes, qui doit permettre à ceux qui le désirent d'enrichir leurs connaissances.

UNE FORMATION CULTURELLE PLUS ACCESSIBLE

Dans les années soixante, il y a transformation marquée des pratiques sociales. Dans le domaine culturel, le Québec vit une période d'effervescence du cinéma, de la télévision, de la chanson et de la littérature. Très longtemps réservées aux milieux bourgeois, les activités culturelles deviennent accessibles à de plus larges couches de la population. Le développement des bibliothèques et la programmation de la radio et de la télévision en matière d'éducation constituent des exemples éloquentes du souci de démocratiser la culture.

Le Québec accusait aussi un important retard dans l'organisation des bibliothèques : au début des années soixante, il se situait au 9^e ou 10^e rang des provinces canadiennes, d'où un effort massif du gouvernement du Québec. S'il est impensable de créer une bibliothèque dans chaque village, il est tout aussi inadmissible que les populations éloignées des grands centres ne puissent bénéficier de ce service. Aussi a-t-on imaginé une nouvelle formule, la Bibliothèque centrale de prêt (BCP), un organisme régional créé par le ministère des Affaires culturelles et qui a la responsabilité d'offrir un service itinérant de bibliothèque et de documentation dans les municipalités de moins de 5 000 habitants.

En 1953, une nouveauté technologique, la télévision, vient bouleverser les modes de vie et de pensée. Jusqu'à ce moment, c'est la radio qui avait accompli le travail d'éducation de masse. L'introduction de la télévision dans chaque foyer comporta un impact considérable sur la formation de tous les Québécois. La télévision a été un outil qui a permis à la société québécoise de redéfinir son identité collective. Le nouveau média est aussi, dès le départ, un instrument d'ouverture sur le monde. Une émission comme *Point de mire*, animée par René Lévesque à partir de 1955-1956, constitue un véritable cours de sciences politiques, de sociologie et de géographie.

L'ÉDUCATION POPULAIRE

Alors que le réseau public d'éducation des adultes se développe, les années soixante sont également témoin d'expériences menées hors des cadres institutionnels. Les groupes populaires renouent ainsi avec d'anciennes pratiques.

C'est à Montréal que sont apparus les premiers comités de citoyens, en réaction à l'inertie des élus municipaux à l'égard de problèmes urbains comme le logement, les loisirs, la santé, les services municipaux et l'éducation. Dès les années soixante, les groupes populaires vont amorcer une réflexion sur la nature de l'éducation. Jusque-là, c'est par l'action que se faisait la formation. Progressivement, les pratiques se transforment et l'on investit davantage dans l'éducation et la formation des membres des organisations populaires. C'est ce que fait, par exemple, le Centre de formation populaire (CFP), qui offre à ses membres, essentiellement des gens des couches populaires, des séances de formation, des débats, des journées d'étude, des ressources documentaires. Le CFP est devenu progressivement un pôle de référence et de réflexion pour plusieurs groupes.

LES FEMMES

Parallèlement aux groupes populaires, des associations de femmes s'organisent. Les années soixante et soixante-dix sont caractérisées par l'élargissement des revendications des femmes. Nombre d'entre elles retournent aux études. Les premiers programmes d'éducation spécifiquement destinés aux femmes sont apparus dans les commissions scolaires où il existait un comité de la condition féminine; à l'intérieur même de la structure administrative se trouvaient des féministes sensibles au dossier de l'éducation des femmes. C'est ainsi que sont mis sur pied des programmes comme Nouveau départ, créé en 1977 par la Fédération des femmes du Québec, le Conseil du statut de la femme et la Young Women Christian Association (YWCA). Nouveau départ aide les femmes à trouver la voie la mieux adaptée à leurs besoins, à leurs aspirations et à leurs capacités, qu'il s'agisse d'un retour aux études ou sur le marché du travail, de bénévolat ou tout simplement d'un nouveau regard sur leur vie de femmes au foyer. Progressivement apparaissent dans les commissions scolaires, les cégeps et les universités de nouveaux programmes qui tentent de satisfaire les besoins de femmes retournant aux études.

LES ANNÉES QUATRE-VINGT À GRANDS TRAITES

De grandes tendances ont influé sur l'éducation des adultes dans les années quatre-vingt : le vieillissement de la population, l'arrivée massive sur le marché du travail de jeunes souvent sous-scolarisés, les changements technologiques, la transformation des métiers et professions — d'où la déqualification professionnelle et le chômage — ainsi que l'informatisation, qui augmente la difficulté pour de nombreux citoyens à comprendre et à s'approprier l'information. Tout cela dans un contexte où l'augmentation des besoins de la population en services de santé et d'éducation, combinée avec une politique de restrictions budgétaires, entraîne une remise en question de l'accessibilité universelle aux services.

Les clientèles aussi se transforment. Au secondaire, la clientèle de l'éducation des adultes rajeunit et son profil se rapproche plus du décrocheur que de l'adulte en quête de complément de formation. Il s'agit là d'étudiants qui commandent des approches différentes. L'intégration des immigrants dans les grands centres urbains, particulièrement à Montréal, représente également un défi. Et l'on pourrait en dire autant des analphabètes.

En 1980, le gouvernement institue la Commission d'étude sur la formation des adultes (CEFA), qui a pour mandat de mettre de l'ordre dans le fouillis qui règne alors et de tracer la voie d'un développement plus cohérent. À l'automne 1981, alors que la Commission poursuit ses travaux, le gouvernement coupe largement les budgets alloués à l'éducation des adultes. Ce n'est malheureusement pas la seule réduction de financement que l'éducation des adultes a eu à subir depuis. Deux ans après le dépôt du rapport de la CEFA, le gouvernement se donne quelques objectifs et priorités dans son Énoncé d'orientation et plan d'action en éducation des adultes.

Les questions budgétaires ne sont pas les seuls sujets d'inquiétude pour l'avenir. La structure gouvernementale de l'éducation des adultes s'est diluée avec le redéploiement de la DGEA, devenue le Service de formation des adultes (SFA). C'est ainsi que la DGEA se retrouve au ministère de l'Éducation et la Direction générale de la formation professionnelle, au ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu. De plus, la volonté gouvernementale de procéder à une harmonisation de la formation des jeunes et des adultes en intégrant les deux clientèles dans les mêmes classes risque de mettre en péril des acquis que

les adultes avaient obtenus au fil des années. Il faudrait aussi s'interroger sur cette nouvelle tendance qui privilégie la formation très spécialisée au détriment d'une formation générale de base, qui met l'accent sur l'autonomie de la personne.

Il reste que les activités d'éducation des adultes connaissent un développement sans précédent au Québec. En 1979-1980, 55 % des adultes du Québec ont poursuivi des activités d'apprentissage! Et plus de la moitié de la population étudiante des universités est aujourd'hui constituée d'adultes. La même dynamique se manifeste dans les milieux éducatifs non scolaires.

Laissons le soin de conclure à M. Paul Bélanger, ex-directeur de l'Institut canadien de l'éducation des adultes et aujourd'hui directeur de l'Institut de l'éducation de l'UNESCO : «L'histoire de l'éducation des adultes aura été et demeure l'histoire de la conquête par les adultes du droit à apprendre, du droit à contribuer efficacement à la croissance économique, du droit à la qualité de vie, du droit à la dignité. L'histoire de l'éducation des adultes est une histoire en marche, certes incertaine et combien inachevée, mais nettement positive.»²

1. Cégep Marie-Victorin, Enseigner et enseigner aux adultes, textes et comptes rendus du colloque tenu le 1er juin 1984.
2. Commission d'étude sur la formation des adultes, L'éducation des adultes au Québec depuis 1850 : points de repère, annexe 1, Montréal, 1982, p. 6.